



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU, le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ERAM - VETIR

Zone d'activité du Bon Air
Saint-Pierre Montlimart
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : 2024-159_INSP_ERAM Bon Air-Montrevault sur Evre_RAP
Code AIOT : 0006303248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement ERAM - VETIR implanté Zone d'activité du Bon Air St-Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERAM - VETIR
- Zone d'activité du Bon Air St Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

-Entrepôts de matières combustibles

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique 1510)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conformité des installations 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Situation administrative (rubrique 2910-A)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2910	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Situation administrative (rubrique 2925-2)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2925	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	État des stocks : gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	État des stocks : information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	État des stocks (plan)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	2 mois
8	État des stocks (mises à jour, inventaire, accessibilité et FDS)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	2 mois
11	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement des moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Demande d'action corrective	2 mois
16	Moyens de lutte contre un incendie : RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Demande d'action corrective	2 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie : exercice	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	Demande d'action corrective	2 mois
19	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande d'action corrective	2 mois
20	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/01/1992, article 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	Consigne de mise en œuvre de vanne d'isolement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 21	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
23	Installations électriques - Vérification	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
24	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15	Demande d'action corrective	2 mois
25	Compartmentage en cas d'incendie	AP Complémentaire du 26/01/1994, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 24/01/1992, article 3.1.2	Sans objet
10	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I: point 9	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs	AP Complémentaire du 18/05/1998, article 3.3.2	Sans objet
18	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23	Sans objet
22	Modification notable des installations (mezzanine)	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, il est constaté des points nécessitant une action de la part de l'exploitant et notamment en ce qui concerne :

- l'établissement d'un état des matières stockées répondant totalement aux 2 objectifs définis à l'article 1.4.I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,
- la mise en place d'un système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment F équipé d'une mezzanine,
- la justification de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie retenus par l'exploitant dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie (mesure de débit et de pression en fonctionnement simultané de poteaux incendie situés sur le domaine public),
- la réalisation d'actions correctives sur les moyens de lutte contre l'incendie (systèmes d'extinction automatiques et RIA), les installations électriques et les installations de protection contre la foudre
- la réalisation d'un exercice de lutte contre l'incendie,
- la réalisation d'une modélisation des effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique 1510)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative (rubrique 1510)
Prescription contrôlée : Rubrique 1510

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement : (A-1)

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ : (A-1)

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ : (E)

c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ : (DC)

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020

AP du 24/1/1992 - art. 3.1.1 : volume d'entrepôts de 72 000 m³ avec un entrepôt existant de 45 000 m³ (bâtiment O sur 3 niveaux) et une extension de 27 000 m³ (bâtiment A sur un niveau d'une hauteur inférieure à 10 m)

APC du 26/01/1994 - art. 3.1.1 : volume des entrepôts de 191 340 m³ avec ajout des bâtiments B (1 niveau), C (2 niveaux), D (2 niveaux) et E (1 niveau)

APC du 18/05/1998 - art. 3.1.1 : volume des entrepôts de 286 000 m³ avec ajout du bâtiment F (2 niveaux)

Constats :

Inspection du 7/7/2017

Il avait été demandé à l'exploitant de vérifier le classement de ses installations au regard de la nouvelle nomenclature.

Dans son courrier de réponse du 19/2/2018, l'exploitant indiquait qu'une synthèse du bilan de classement ICPE et de la conformité à l'AM du 11/4/2017 serait envoyée avant le 30/6/2018. Aucun élément n'a été transmis.

Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de remettre lors de la visite un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE et en particulier au titre de la rubrique 1510 suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020. Il a indiqué qu'il était en cours d'établissement avec son prestataire (société OTE) ainsi que la revue de conformité de ses installations avec l'AM du 11/04/2017 (rubrique 1510).

Au regard des éléments fournis par l'exploitant lors de la visite et des constats de cette dernière, suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, le périmètre des installations concernées par la rubrique 1510 n'aurait pas été modifié. Il serait toujours constitué d'un groupe d'installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (bâtiments O, A, B, C, D, E et F) représentant un volume de 286 000 m³ (régime inchangé : enregistrement).

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à transmettre le bilan de classement ICPE du site d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Confirmer le classement des installations au regard de la rubrique 1510 et les dispositions réglementaires applicables à chacune des installations suite à l'entrée en vigueur au 1/1/2021 du décret n° 2020-1169 du 24/9/2020 modifiant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663.**

=> **Le cas échéant, transmettre une demande de bénéfice des droits acquis qui devra détailler :**

- **les périmètres des installations régulièrement mises en service des rubriques précitées avant et après l'entrée en vigueur du décret,**

- **les tonnages de matières combustibles présents dans les installations pourvues d'une toiture (IPD) ou groupe d'IPD. En cas de classement unique sous la rubrique 1510 d'une IPD ou d'un groupe d'IPD, détailler la nature et la quantité des matières stockées (Par exemple : Rubrique 1510 : - groupe d'IPD constitué des bâtiments xxx d'un volume total de xx m³ contenant xx tonnes de matières combustibles relevant potentiellement de la rubrique 1530, zz tonnes de matières**

combustibles relevant potentiellement de la rubrique 1532 ; - groupe d'IPD), - l'annexe de l'AM du 11/4/2017 applicable à chacune des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Conformité des installations 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, Conformité des installations existantes
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations existantes, les annexes IV, V et VI définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II. [...] Pour toutes les installations existantes, pour les installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation a été réalisé avant le 1^{er} janvier 2021, ainsi que pour les installations régulièrement mises en service au 1^{er} janvier 2021 nouvellement soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre de la rubrique 1510 en vertu du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées, les dispositions applicables sont complétées par les dispositions de l'annexe VIII.</p>
Constats : <u>Inspection du 7/7/2017</u> <p>Il avait été demandé à l'exploitant d'examiner ses modalités de fonctionnement au regard des dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 qui se substituaient aux dispositions contraires de ses arrêtés préfectoraux ou les complétaient ; une synthèse de cet examen de compatibilité devait être transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Dans son courrier de réponse du 19/2/2018</u>, l'exploitant indiquait qu'une synthèse du bilan de classement ICPE et de la conformité à l'AM du 11/4/2017 serait envoyée avant le 30/6/2018. Aucun élément n'a été transmis.</p> <p><u>Lors de la visite</u>, l'exploitant a indiqué que la revue de conformité de ses installations avec l'AM du 11/04/2017 (rubrique 1510) était en cours d'établissement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>=> Justifier de la conformité des installations classées 1510 par rapport aux dispositions de l'annexe V et VIII de l'AM du 11/4/2017 en transmettant la revue de conformité réalisée et le cas échéant le plan d'actions accompagné d'un échéancier de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Situation administrative (rubrique 2910-A)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2910
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations au titre de la rubrique 2910-A
Prescription contrôlée : <u>Rubrique 2910-A</u> <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio-méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle</p>

que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW : E

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : DC

Décrets n° 2018-704 du 03/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/2021

AP des 24/1/1992, 26/1/1994 et 18/5/1998 : NC

Constats :

Inspection du 7/7/2017

Il avait été constaté que le site comportait 2 chaufferies (O et A à F). Les installations venaient d'être modifiées en 2015 pour fonctionner au gaz en lieu et place du fioul sans modification des puissances des installations.

Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de remettre lors de la visite un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE et en particulier au titre de la rubrique 2910 suite à la parution des décrets n° 2018-704 du 03/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/2021. Il a indiqué qu'il était en cours d'établissement avec son prestataire (société OTE).

Lors de la visite :

- l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modification des installations relevant de la rubrique 2910 depuis la précédente inspection,

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de justificatifs relatifs à la date de mise en service des 2 chaudières relevant de la rubrique 2910 (antérieures au 20/12/2018). Toutefois, il a été constaté que 2 chaudières avaient une plaque indiquant une puissance unitaire inférieure à 1 MW et qu'une des chaudières avait été mise en service en 1987.

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à transmettre le bilan de classement ICPE du site d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Confirmer le classement des installations au regard de la rubrique 2910-A et les dispositions réglementaires applicables à chacune des installations suite à la parution des décrets n° 2018-704 du 03/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/2021 modifiant la nomenclature.**

=> **Le cas échéant, transmettre une revue de conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté du 3/8/2018.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Situation administrative (rubrique 2925-2)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2925

Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations au titre de la rubrique 2925-2

Prescription contrôlée :

Rubrique 2925

2- Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers

Décret n° 2019-1096 du 28/10/2019

AP des 24/1/1992, 26/1/1994 et 18/5/1998 : NC
Constats : <u>Inspection du 7/7/2017</u> Il avait été constaté que les postes de charge n'étaient pas placés dans des locaux dédiés mais dans les bâtiments sur des zones dédiées mais ouvertes. L'exploitant devait réaliser un inventaire de ses installations de recharge et de leur implantation et s'assurer que ces zones ne présentaient pas de risque et étaient très largement ventilées de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Aucune réponse relative à ce sujet n'a été apportée par l'exploitant dans son courrier de réponse du 19/2/2018. <u>Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de remettre lors de la visite un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE et en particulier au titre de la rubrique 2925 suite à la parution du décret n° 2019-1096 du 28/10/2019.</u> Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à transmettre le bilan de classement ICPE du site d'ici mi-mai 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Confirmer le classement des installations au regard de la rubrique 2925 et les dispositions réglementaires applicables à chacune des installations suite à la parution du décret n° 2019-1096 du 28/10/2019 modifiant la nomenclature. => Le cas échéant, transmettre une revue de conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté du 29/5/2000.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : État des stocks : gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : <u>Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre avant l'inspection l'état des stocks.</u> L'exploitant a indiqué qu'un état des stocks similaire à celui mis en place sur ses 2 autres sites ICPE de la Grange et la Mine était en cours d'élaboration (objectif fin avril 2024). L'état des stocks remis lors de l'inspection permet uniquement de connaître la nature de certaines substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ainsi qu'en extérieur. Y sont définies la grande famille "combustibles" (et les sous-familles

"papier/carton", "palettes bois", "plastiques", "combustibles divers (chaussant, maroquinerie, accessoires, divers électriques et meubles)") et la famille "produits pétroliers". Un code couleur est défini pour chaque sous-famille afin de pouvoir visualiser leur emplacement sur le plan associé à l'état des stocks.

L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de produits spécifiques du type piles ou batteries ou de déchets au sein de l'entrepôt (il n'a pas été constaté la présence de tels produits lors de la visite).

Toutefois :

- il ne définit pas les familles suivantes des substances ou mélanges dangereux pouvant conduire à un classement au titre d'une rubrique 4xxx du fait de leurs mentions de dangers "gaz inflammables" (et la sous-famille "aérosols"), "liquides inflammables" (et la sous-famille "liquides inflammables") dont il a été constaté la présence lors de la visite (en quantités très limitées dans les bâtiments A1 et F). Ces sous-familles sont toutefois reprises dans les plans associés à l'état des stocks.

- il ne permet pas de connaître les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage (par bâtiment) et regroupés dans les familles ou sous-familles précitées.

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité sur ce point d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : État des stocks : information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.2

Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre avant l'inspection l'état des stocks. L'exploitant a indiqué qu'un état des stocks similaire à celui mis en place sur ses 2 autres sites ICPE de la Grange et la Mine était en cours d'élaboration (objectif fin avril 2024).

L'exploitant a confirmé qu'un seul état des stocks sera disponible sur le site afin de répondre aux 2 objectifs définis au point 1.4. Les familles et sous-familles actuellement retenues par l'exploitant dans son état des stocks, peuvent être également comprises du public. Ce dernier ne répond pas totalement à l'objectif de cette prescription. En particulier, les quantités approximatives n'y sont pas renseignées (cf fiche de constat : état des stocks : gestion accidentelle)

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité sur ce point d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de répondre aux besoins d'information de la population (un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : État des stocks (plan)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Constats :

A l'état des stocks actuel est associé un plan disponible en version électronique. Le code couleur défini pour chaque sous-famille de l'état des stocks n'est pas en cohérence avec celui utilisé pour le plan associé à l'état des stocks (sous-familles différentes de celles de l'état des stocks).

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité sur ce point d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Accompagner l'état des stocks d'un plan général des zones d'activités ou de stockage permettant de répondre aux 2 objectifs de l'art. 1.4.I de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : État des stocks (mises à jour, inventaire, accessibilité et FDS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 1.4 au I.

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Selon l'exploitant, les données utilisées pour élaborer l'état des stocks et ce dernier sont

accessibles depuis le réseau du site ou par internet.

Il est uniquement mis à jour hebdomadairement et n'est donc pas actualisé quotidiennement pour les matières dangereuses. Pour ces dernières présentes en quantités très faibles, l'exploitant envisage d'indiquer les quantités maximales susceptibles d'être présentes.

Il n'existe pas de versions papier (de l'état des stocks et des plans associés) mises à disposition sur le site au niveau de l'accueil par exemple.

Lors de l'inspection, l'état des stocks actuel a pu être consulté rapidement depuis un PC et édité.

L'exploitant a indiqué réaliser un inventaire tournant.

A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis la FDS rédigée en français d'un produit stocké au sein du bâtiment F (un produit imperméabilisant disposant notamment des mentions de dangers H222 et H411). Il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant l'étiquetage de ce produit lors de la visite.

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité sur ce point d'ici mi-mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Mettre à jour a minima, de manière quotidienne, l'état des stocks des matières dangereuses.

=> Améliorer l'accessibilité de l'état des stocks et des plans associés en mettant par exemple à disposition des versions papier à l'accueil du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/1992, article 3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Éloignement des stockages extérieurs

Prescription contrôlée :

AP du 24/1/1992 - art. 3.1.2 : Le nouveau bâtiment sera implanté à une distance d'au moins 10 m de toute autre construction ou dépôt de matières combustibles. L'exploitant prend toutes mesures utiles pour que ces distances d'isolement soient conservées au cours de l'exploitation.

APC du 26/1/1994 - art. 3.1.2 : Les nouvelles cellules sont implantées à une distance d'au moins 10 m de toute autre construction extérieure ou dépôt de matières combustibles. L'exploitant prend toutes mesures utiles pour que ces distances d'isolement soient conservées au cours de l'exploitation.

APC du 18/5/1998 - art. 3.1.2 : Le nouvel entrepôt est implanté à une distance d'au moins 10 m de toute autre construction extérieure ou dépôt de matières combustibles. L'exploitant prend toutes mesures utiles pour que ces distances d'isolement soient conservées au cours de l'exploitation

AM du 11/4/2017 : Annexe V.1 Point 2.III

Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;

- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas

susceptibles d'impacter l'entrepôt.

Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1^{er} janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.

Constats :

Inspection du 7 juillet 2017

Lors de la visite, il avait été constaté quelques dépôts de palettes en dehors des zones prévues et dans le périmètre de 10 m des bâtiments. L'exploitant indiquait qu'il s'agissait de stockages ponctuels qui seraient résorbés. L'exploitant devait porter une attention particulière pour que cette distance de 10 m pour les dépôts de combustibles soient respectées en permanence.

Dans son courrier de réponse du 19/2/2018, l'exploitant indiquait qu'une attention particulière serait portée sur les stocks extérieurs de palettes et que des visites de sécurité seraient régulièrement organisées.

Lors de la visite et du contrôle par sondage des installations, il n'a pas été constaté la présence de stockages extérieurs de matières combustibles à proximité des entrepôts.

Il a été rappelé à l'exploitant de veiller à ne pas stocker les palettes en bois à proximité de la limite de propriété et de la végétation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.[...] La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.[...] Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Lors de la visite et du contrôle par sondage des installations :

- il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant la distance entre les stockages et le système d'extinction automatique d'incendie,
- les liquides inflammables (ayant des mentions de dangers H225 et H226 et en contenants inférieurs à 5 L) étaient stockés à une hauteur inférieure à 5 m dans une armoire dédiée du bâtiment A,
- il n'a pas été constaté la présence de stockages relevant de la rubrique 2663 sur les mezzanines du bâtiment F.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

AM du 11/4/2017 - Annexe V.I : point 12

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Guide Entrepôts, version de février 2023 : fiche V.11

Le point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11/4/2017 indique que la détection automatique d'incendie dans les cellules peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas de celles comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Il faut donc une détection spécifique (dédiée et adaptée) par étage de mezzanine dans les cellules en comportant au moins une.

Constats :

La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) présent dans les bâtiments A, B, C, D, E, F et O. Les installations du système d'extinction automatique d'incendie sont contrôlées semestriellement par la société UXELLO dont la dernière vérification date des 22-23/11/2023 (cf fiche de constat "moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique").

Il n'y a pas de système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment F qui dispose d'une mezzanine au niveau F1 et d'une mezzanine considérée comme un niveau au sens de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (cf fiche V.4 du guide entrepôts) au niveau F0 (mezzanine occupant 100 % de la surface de la cellule en rez-de-chaussée). Les zones de stockage sous la mezzanine en caillebotis du niveau F0 sont couvertes par le système d'extinction automatique d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier que le système d'extinction automatique d'incendie présent dans les bâtiments A, B, C, D, E, F0 et O est conçu pour assurer la détection incendie compte tenu des produits stockés et des conditions de stockage.

=> Mettre en place un système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment F (niveau F1) disposant d'une mezzanine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement des moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. [...]

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1^{er}. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux

d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a remis le dernier calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 (date inconnue). Le besoin est estimé à 360 m³/h pendant 2 h soit 720 m³. Ce calcul tient compte d'une surface de référence de 8 619 m².

L'exploitant a indiqué que ce calcul était en cours d'actualisation par son prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier le débit et la quantité d'eau nécessaires calculés conformément au document technique D9 en particulier les hypothèses retenues (surface de référence...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 - Annexe V.I : point 13

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

[...] - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

[...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...] En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. [...]

APC du 18/5/1998 - art. 3.3.3

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les moyens suivants :

- un poteau d'incendie de 150 mm conforme aux normes NFS 61-213 et 62-200, permettant d'assurer un débit de 245 m³/h sous 1 bar de pression dynamique. Ce poteau est situé à une distance de 40 m du bâtiment F.

- une réserve d'eau de 360 m³ distante de 100 m du bâtiment F.

- 4 poteaux incendie situés dans un rayon de 200 à 300 m des bâtiments.

Constats :

Inspection du 7/7/2017

Il avait été constaté que le site disposait de 5 poteaux incendie à proximité du site. 3 avaient fait

l'objet de contrôle des débits disponibles par la commune soit P03 : 140 m³/h sous 3,4 bar, P04 : 120 m³/h sous 10 bar et P38 : 120 m³/h sous 11,7 bar. Le poteau interne avait été vérifié et fournissait 50 m³/h sous 10 bar. Le poteau situé à proximité du bâtiment F (P38) n'avait donc pas le débit requis par l'AP de 1998. Une réserve de 360 m³ était également disponible au sud-ouest du site.

L'exploitant devait vérifier/justifier que les besoins en eau n'avaient pas évolué du fait de l'implantation de mezzanines dans les bâtiments autorisés par l'AP de 1992 et qu'il disposait des moyens nécessaires à l'extinction. Les éléments justificatifs devaient être communiqués à l'inspection.

Dans son courrier de réponse du 19/2/2018, l'exploitant n'avait apporté aucun élément de réponse à cette demande.

Lors de la visite, l'exploitant a remis le dernier calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 (date inconnue). Le besoin est estimé à 360 m³/h pendant 2 h soit 720 m³. Il a indiqué que ce calcul était en cours d'actualisation par son prestataire.

Afin de satisfaire ce besoin, sa stratégie de lutte contre l'incendie repose sur l'utilisation :

- d'une réserve d'eau installée au sud du site située à environ 100 m du bâtiment F. Lors de la visite, il a été constaté que la fonction et le volume de ce point d'eau n'étaient pas affichés. Le volume disponible au jour de la visite n'a pas pu être établi compte tenu de l'absence de correspondance entre la hauteur d'eau mesurée et le volume correspondant. Il n'y a pas de signalisation disponible pour faciliter l'accès des services de secours depuis l'entrée du site.

- de 2 poteaux incendie privés dont la dernière vérification du 28/3/2024 par la société Multiprotec montre des débits unitaires inférieurs à 60 m³/h sous une pression dynamique d'1 bar (53,5 m³/h et 48,6 m³/h) et des débits respectifs en fonctionnement simultané de 50,1 et 45,2 m³/h. Ces poteaux ne peuvent donc pas être retenus dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant. L'exploitant n'a pas su justifier que le bouchon du poteau n°1 considéré comme hors service selon le dernier rapport de contrôle avait été changé,

- de 2 poteaux incendie situés sur le domaine public à moins de 300 m des bâtiments du site (SP3 ou 10079 et SP38 ou 10174) dont la dernière vérification des 20-21/04/2023 montre une disponibilité de débit unitaire de 120 m³/h. Toutefois, les éléments fournis par le gestionnaire ne comportent pas de mesure de débit unitaire sous une pression dynamique d'1 bar. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter une mesure récente de débit en fonctionnement simultané des 2 poteaux.

Compte-tenu de ces constats, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens de lutte contre l'incendie suffisants par rapport à ceux définis à l'art. 3.3.3 de l'APC du 18/5/1998 et au besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 (besoin estimé à 360 m³/h pendant 2 h soit 720 m³).

Par courriel du 19/4/2024, l'exploitant a confirmé :

- que le volume utile de la réserve incendie était de 342 m³ et avoir mis en place un affichage indiquant sa fonction et son volume qui doit être corrigé compte tenu de la vérification du volume utile réalisé à l'issue de l'inspection. Il précise avoir également amélioré la signalisation pour accéder à cette dernière depuis l'entrée du site,

- qu'une mesure de débit en fonctionnement simultané des 2 poteaux situés sur le domaine public était programmée le 13/05/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier que les moyens de lutte contre l'incendie retenus par l'exploitant dans sa stratégie de lutte contre l'incendie sont suffisants par rapport à ceux définis à l'art. 3.3.3 de l'APC du 18/5/1998 et au besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 (besoin estimé à 360 m³/h pendant 2 h soit 720 m³) en transmettant notamment une mesure de débit unitaire et une mesure en fonctionnement simultané des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public (SP3 ou 10079 et SP38 ou 10174).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : <u>AM du 11/4/2017 - annexe V.I - point 13</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. <u>AP du 24/01/1992 - Art. 3.3.7.a</u> Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comporteront : - [...] une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée. <u>APC du 31/01/1994 - Art. 3.3.2</u> Les moyens de lutte contre l'incendie doivent répondre aux conditions suivantes : - Une installation d'extinction automatique protège tous les bâtiments de stockage. [...] <u>APC du 18/05/1998 - Art. 3.3.2</u> Des moyens de lutte contre l'incendie particuliers tenant compte de la dimension de chaque cellule sont installés : - Une installation d'extinction automatique protège tous les bâtiments de stockage. [...] Cette installation d'extinction est conforme aux normes et règles de l'APSAD. [...]
Constats : <u>Inspection du 7/7/2017</u> Il avait été constaté que le site disposait de 2 groupes (A à E + O) et F qui étaient testés en interne chaque semaine. Par ailleurs, l'exploitant avait présenté un certificat Q1 de juin 2017 (UXELLO) qui faisait état de non-conformités notamment en ce qui concerne la taille des îlots de stockage (150 m ² maxi avec allées de 2,40 m). Cette non-conformité (NC) était récurrente et il n'était pas apporté d'élément permettant d'y répondre. L'exploitant devait examiner et traiter les non-conformités qui ressortaient des vérifications effectuées sur les moyens de prévention des risques. <u>Dans son courrier de réponse du 19/2/2018</u> , l'exploitant avait indiqué que les non-conformités seraient traitées. Des devis étaient en cours auprès de la société UXELLO et des travaux seraient entrepris en même temps que l'intervention pour la vérification triennale prévue en 2018. <u>Par courriel du 03/04/2024</u> , l'exploitant a transmis : - la dernière vérification Q1 du système d'extinction automatique d'incendie réalisée par la société UXELLO des 22-23/11/2023 (précédente datant des 10-11/5/2023). Ce rapport fait état : > Pour le bâtiment F : <u>2 observations de 2013 et 2014</u> (report vannes en alarme et butées mécaniques détériorées) et <u>3 non-conformités</u> (sans risque de mise en échec du système) relatives à la séparation de certains stockages au niveau F0 (déjà relevée le 10/5/2023), la pression de la source A qui a été mesurée à 0 bar pour un débit à 60 m ³ /h (validation CNPP à 4,5 bar) (déjà relevée le 18/05/2022) et à la présence d'un raccordement (câble de fortune) dans la centrale d'alarme, > Pour les bâtiments O, A, B, C, D, E : <u>14 observations</u> (dont 12 datant de 2012 à mai 2023) et <u>8 non-conformités</u> (sans risque de mise en échec du système) dont une de 2015 (confirmer la position fermée des compacteurs ou prévoir la mise en place d'une protection mural (SW)), 5 datant de 2022 (création de bureau et d'un réfectoire non protégés par sprinkler dans le bat. O, séparer certains stockages par des allées de 2,4 m du bâtiment O, finaliser la révision trentenaire en cours pour les installations créées en 1974 (échéance 2004), 1977 (échéance 2007), 1991 (échéance 2021) et 1995 (échéance 2025). A ce titre, l'exploitant a transmis le rapport de la révision trentenaire par la société Alteos du 5/9/2022 concluant à un budget prévisionnel de travaux de 1,3 millions d'euros HT. <u>Au jour de la visite</u> , l'exploitant a indiqué seules les non-conformités relatives au câble de fortune de la centrale du bâtiment F, au compacteur du bâtiment D et à la finalisation de la révision

trentenaire avaient été traitées. Des devis sont en cours d'élaboration auprès des sociétés Uxello et SPK pour le traitement des autres non-conformités. Par ailleurs, il a indiqué qu'il envisageait de réaliser les travaux identifiés à l'issue de la visite trentenaire en 2024 et 2025 (appel d'offre réalisé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Traiter les non-conformités et les observations formulées dans le dernier rapport de vérification de la société Uxello des 22-23/11/2023 selon le référentiel APSAD R1.

=> Veiller à entretenir régulièrement le système d'extinction en traitant, dans une cinétique adéquate, les non-conformités et les observations et en tenant à disposition de l'IIC les enregistrements associés.

=> Réaliser les travaux nécessaires suite au rapport de la visite trentenaire du système d'extinction automatique réalisée par la société ALTEOS afin de justifier qu'il est conforme au référentiel APSAD R1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/1998, article 3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

APC : art. 3.3.2

Des moyens de lutte contre l'incendie particuliers tenant compte de la dimension de chaque cellule sont installés :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.

AM du 11/4/2017 : annexe V.I - point 13

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

Constats :

Par courriel du 3/4/2024, l'exploitant a transmis :

- la dernière vérification des extincteurs du bâtiment O qui a été réalisée par la société Chronofeu le 3/6/2023 à laquelle n'est pas joint de plan d'implantation de ces derniers,

- la dernière vérification des extincteurs des autres bâtiments du site qui a été réalisée par la société Chronofeu le 21/11/2023 à laquelle n'est pas joint de plan d'implantation de ces derniers.

Selon ces rapports, toutes les observations ont été levées lors de ces visites à l'exception d'une pour le bâtiment O (extincteur n°11 : prévoir remplacement d'un coffret).

Lors de la visite et du contrôle par sondage réalisé, il n'a pas été constaté de désordre particulier relatif à la visibilité et l'accessibilité des extincteurs. Le plan des extincteurs est disponible dans le « dossier pompiers » situé à l'accueil du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens de lutte contre un incendie : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, RIA

Prescription contrôlée :

AM du 11/4/2017 : annexe V.I - point 13

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...] de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

Constats :

Par courriel du 3/4/2024, l'exploitant a transmis la dernière vérification des RIA du bâtiment O qui été réalisée par la société Chronofeu le 2/6/2023 à laquelle n'est pas joint de plan d'implantation de ces derniers. Il conclut à la nécessité de remplacer 5 RIA (n°3, 6, 7, 8 et 9).

Lors de la visite, il a pu être constaté :

- l'absence de RIA dans les bat. A, C, D, E et F (l'exploitant a confirmé qu'il n'y en avait pas dans le bâtiment B également). Il est à noter que cette prescription n'est pas reprise dans les arrêtés préfectoraux de l'établissement,

- que les 5 RIA, objets de remarques lors du dernier contrôle de la société Chronofeu du 2/6/2023 n'avaient pas encore été changés. L'exploitant a indiqué que des demandes de devis étaient en cours auprès de la société Chronofeu (bon de commande non établi au jour de la visite). Il n'a pas été constaté de désordre particulier relatif à leur accessibilité lors du contrôle par sondage de ces derniers dans le bâtiment O,

- la présence d'un plan des RIA dans le « dossier pompiers » situés à l'accueil du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Doter les bâtiments A, B, C, D, E et F de robinets d'incendie armés. A défaut, une demande de modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation et en particulier un avis du SDIS doit être transmise au préfet (R181-46 du Code de l'environnement).

=> Remplacer les RIA du bâtiment O suite aux remarques du dernier contrôle par la société Chronofeu du 2/6/2023

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie : exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Le dernier exercice de défense contre l'incendie a eu lieu le 16/09/2020 et a fait l'objet d'un compte-rendu remis lors de la visite. La fréquence triennale n'est donc pas respectée.

Ce compte rendu ne fait pas état d'actions en lien avec la mise en sécurité des installations (fermeture des portes coupe-feu, de la vanne d'isolement, simulation de coupure d'utilités...) ou de mise en œuvre de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, etc).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un exercice serait réalisé en juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Organiser un exercice de défense contre l'incendie et le renouveler au moins tous les 3 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 18 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Un plan de défense incendie (PDI), version d'avril 2023, est disponible sur le site électroniquement. Un contrôle par sondage de ce dernier a permis de constater la présence des éléments suivants dans le PDI : plans du site, des stockages et des réseaux, mesures de prévention, moyens techniques et humains. Il n'est pas disponible en version papier sur le site, par exemple, à l'accueil où est toutefois présent un "dossier pompiers" comprenant notamment un plan d'implantation des extincteurs, RIA, le schéma d'alerte, les procédures de mise en sécurité des utilités, la mise en œuvre de la vanne d'isolement du site avec le milieu naturel...

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a justifié que le plan de défense incendie était dorénavant disponible en version papier à l'accueil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'étude Flumilog n'a pas été finalisée et est en cours d'élaboration par le prestataire de l'exploitant. Selon ce dernier, les effets thermiques de 8 kW/m² des incendies des bâtiments O et A pourraient sortir du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Élaborer l'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/1992, article 3.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention

Prescription contrôlée :

Art. 3.5.2

Toutes mesures seront prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

Les eaux résiduelles seront évacuées conformément à la circulaire du 6 juin 1953.

Art. 3.1.1

L'entrepôt d'un volume global d'environ 72 000 m³ sera affecté au stockage de chaussures pour l'essentiel ainsi que de matériels accessoires et produits destinés à l'industrie de la chaussure à l'exclusion de toute substance explosive pour un volume global moyen de produits de 15 000 m³.

APC du 26/1/1994 - art. 3.1.1

L'extension consiste en l'adjonction, contre le bâtiment sud existant, de 4 cellules supplémentaires, pour le stockage de chaussures, vêtements et emballages.

APC du 18/5/1998 - art. 3.1.1

L'extension consiste en l'adjonction, contre les bâtiments sud existants nommés C et D, d'un

bâtiment supplémentaire, pour le stockage de vêtements.

Constats :

Inspection du 7 juillet 2017

Le courrier de l'exploitant du 26/3/2009 indiquait qu'une étude et la mise en œuvre de l'étanchéité seraient effectuées dans un délai de 3 mois. Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier :

- que les eaux susceptibles d'être déversées en cas d'incendie seraient bien collectées dans un bassin (pour toutes les zones potentiellement concernées par un sinistre),
- que les bassins situés au sud-ouest du site étaient étanches et aptes à remplir cet usage,
- que le volume de ces bassins était suffisant au regard du volume d'eaux devant être confiné,
- qu'une vanne permettant d'obturer ce bassin était disponible et ses conditions de manipulation.

En l'espèce, à ce stade, aucune mesure n'était prise pour recueillir les éventuelles eaux d'incendie sur le site.

L'exploitant devait justifier des volumes et modalités de récupération des eaux d'extinction incendie.

Dans courrier de réponse de l'exploitant du 19/2/2018, l'exploitant indiquait que les eaux pluviales étaient collectées dans un bassin d'orage de 1 600 m³. En cas d'incendie, une vanne manuelle permet de dériver les eaux vers un bassin de confinement de 320 m³, conformément à ce qui est indiqué dans le DAE du 18/12/1997.

Par courriel du 3/4/2024, l'exploitant a indiqué que le calcul D9A était en cours de mise à jour par son prestataire OTE

Pour rappel, l'entrepôt est autorisé pour le stockage de chaussures, vêtements, emballages. Les installations ne sont pas classées pour les rubriques 4xxx, 1450 ou 1436 (rubriques dites matières dangereuses au sens de l'AM du 11/04/2017). Le dossier d'autorisation initial ne prévoyait pas de disposition particulière sur la récupération des eaux d'extinction. Les dispositions du point 11 (eaux d'extinction incendie) de l'annexe V.I ne sont pas opposables aux installations.

Lors de la visite,

- l'exploitant a remis le dernier calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon la méthodologie D9A (date inconnue). Le besoin est estimé à 2 122 m³. L'exploitant a indiqué que ce calcul était en cours d'actualisation par son prestataire. Afin de satisfaire très partiellement ce besoin, il a indiqué que le site disposerait d'un bassin de rétention étanche permettant de recueillir un volume de l'ordre 320 m³,

- il a été constaté la présence de liquides inflammables et d'aérosols (dans une armoire sur rétention du bâtiment A) et d'aérosols également dangereux pour l'environnement (dans la zone de stockage des produits d'entretien du bâtiment F) en quantités limitées et inférieures au seuil de classement ICPE,

- le bassin de 320 m³ précité est en mauvais état et n'est pas étanche (géomembrane déchirée). Il ne peut donc pas remplir sa fonction. Son volume utile et sa fonction ne sont pas signalées. Afin de diriger les eaux d'extinction vers ce dernier, une vanne manuelle située en amont doit être actionnée en cas d'incendie (non visualisée lors de la visite compte tenu des outils nécessaires à son accessibilité). En aval du bassin de 320 m³, sont présents une vanne d'isolement manuel (visualisée dans un regard) et un bassin d'orage (non étanche) appartenant à la commune. Les 2 vannes précitées ne sont également pas signalées (cf fiche de constat consigne de mise en œuvre de vanne d'isolement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier des mesures prises pour récupérer et traiter les eaux d'extinction de la zone de stockage des produits d'entretien susceptibles d'entraîner des matières dangereuses (aérosols également dangereux pour l'environnement) du bâtiment F et prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Le cas échéant, réaliser des travaux afin de pouvoir les recueillir (si besoin dans le bassin de 320 m³).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Consigne de mise en œuvre de vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1 : point 21
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>La vanne manuelle permettant de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention de 320 m³ (non signalée) n'a pas pu être visualisée et il n'a pas pu être réalisé de test de fermeture lors de la visite. En effet, elle n'est pas facilement accessible en toutes circonstances (nécessité d'outils pour ouvrir le regard et y accéder). Selon l'exploitant, elle n'aurait pas fait l'objet de test récent. Il existe une consigne, toutefois, elle n'est pas affichée localement pour définir les modalités pour sa mise en œuvre.</u> - <u>la vanne d'isolement manuel située en aval du bassin de rétention de 320 m³ (non signalée) a pu être visualisée dans un regard. L'exploitant a indiqué que la réalisation de test n'était pas effective et formalisée. La consigne précitée ne précise pas les modalités de mise en œuvre de cette vanne.</u> <p><u>Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a transmis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure de mise en œuvre des 2 vannes mise à jour tenant compte des constats précités, - l'enregistrement utilisé mensuellement pour les visites de sécurité intégrant le test et la vérification de l'accessibilité des 2 vannes.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Afficher localement la consigne pour définir les modalités de mise en œuvre de la vanne d'isolement en aval du bassin de rétention et de la vanne située en amont de ce dernier.</p> <p>=> Signaler les 2 vannes précitées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 22 : Modification notable des installations (mezzanine)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de</p>

l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Inspection du 7 juillet 2017

Les installations n'avaient pas connu de modifications depuis le dernier arrêté d'autorisation. Pour optimiser les volumes de stockages, certains niveaux comportaient des mezzanines (E, C0, C1, F0, F1). Si certaines de ces mezzanines étaient clairement identifiées dans le dossier de demande d'autorisation (bâtiment F), ce n'était pas le cas pour les bâtiments autorisés en 1994. L'exploitant devait donc justifier de la date de construction de ces mezzanines et du fait que leur présence ne remettait pas en cause les conclusions de l'étude des dangers qui a conduit à l'autorisation et aux dimensionnements des moyens de secours et du désenfumage notamment. Il était rappelé que toute modification notable de conditions de stockages devait être portée préalablement à sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans son courrier de réponse du 19/2/2018, l'exploitant indiquait que les 2 mezzanines du bâtiment F avaient été construites dès l'origine conformément à ce qui était indiqué dans le dossier d'autorisation d'exploiter. Les mezzanines des bâtiments C et E avaient été construites après la demande initiale d'autorisation d'exploiter du site. Il n'avait pas retrouvé d'études incendie liées à la mise en place de ces mezzanines.

Lors de la visite,

- l'exploitant a indiqué qu'il aurait informé la DREAL de la suppression de la mezzanine du bâtiment C dans un dossier de porter à connaissance du 26/8/2019 (suppression qui serait intervenue en 2018). Par ailleurs, il a confirmé que la mezzanine du bâtiment E avait été enlevée en 2021,

- il a pu être constaté l'absence de ces mezzanines dans les bâtiments C et E.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Installations électriques - Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques : entretien et contrôle

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

Par courrier électronique du 03/04/2024, l'exploitant a transmis :

- le compte-rendu de vérification des installations électriques par Bureau Veritas du bâtiment O du 22/10/2023 faisant état de 4 observations (traitées par l'exploitant) et celui des bat. A à F du 7/12/2023 faisant état de 33 observations dont 28 déjà signalées accompagné d'un devis du 22/2/2024 auprès de la société Monnier pour le traitement des anomalies. Selon ces rapports, les précédents contrôles avaient eu lieu les 13-14/10/2022,

- le dernier contrôle des installations électriques par thermographie du bâtiment O suite à l'intervention de Bureau Veritas le 11/1/2024 et l'attestation Q19 présentant aucune anomalie,

- le dernier contrôle des installations électriques par thermographie des bâtiments A à F suite à l'intervention de Bureau Veritas le 11/1/2024 et l'attestation Q19 présentant 1 anomalie de priorité 3 (action à réaliser avant le prochain contrôle) corrigée en interne le 11/2/2024,

Lors de la visite, l'exploitant :

- a présenté les compte-rendus de vérification des installations électriques par Bureau Veritas des vérifications transmises en amont de l'inspection (au titre des assureurs, vérification Q18) :

> du bâtiment I qui conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion (Q18 du 20/10/2023),

> des bâtiments A à F qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner de risques d'incendie et d'explosion (Q18 du 01/12/2023 recensant 19 anomalies dont 17 avaient déjà été signalées lors des précédents contrôles). Pour le traitement de ces dernières, l'exploitant a indiqué que le devis précité établi auprès de la société Monnier était en cours de validation.

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a transmis le bon de commande du 12/04/2024 auprès de la société Monnier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Confirmer la réalisation des travaux, suite aux observations formulées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 07/12/2023, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 15

Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord, contrôles, enregistrement impact

Prescription contrôlée :

Annexe V.I - point 15 : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

AM du 4/10/2010 – art. 19

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

AM du 4/10/2010 - art.20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

AM du 4/10/2010 - art.21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Inspection du 7/7/2017

L'exploitant avait fait réaliser les travaux de protection contre la foudre (installation de parafoudres et paratonnerres) de novembre 2016 à mai 2017. Le dossier de fin de travaux de la société Duval Messien avait été transmis suite à l'inspection. Conformément à la réglementation, l'installation des protections devait faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Dans son courrier de réponse du 19/2/2018, l'exploitant avait indiqué que la vérification initiale avait été réalisée par la société FRANKLIN le 25/10/2017.

Par courriel du 3/4/2024, l'exploitant a transmis :

- le carnet de bord complété comprenant les informations relatives à l'analyse de risque foudre (ARF), l'étude technique (ET), aux travaux réalisés suite à l'ET, la vérification initiale et aux vérifications annuelles (visuelles et complètes en alternance),

- le rapport de la dernière vérification (visuelle) des installations de protection contre la foudre du 14/12/2023 par la société BCM Foudre faisant état :

> que certains éléments n'ont pas été remis lors de la vérification (notice de vérification et de maintenance, plan d'implantation des protections et carnet de bord),

> l'installation paratonnerre existante n'est pas en bon état de fonctionnement et nécessite une remise en conformité aux normes actuelles (les 4 PDA ne répondant pas aux tests).

> 2 observations mineures : prévoir un voyant en face avant pour éviter d'ouvrir le panneau sur le côté, pour être en sécurité sur les TG 3, 4, 5 et 6 et absence de panneaux avertisseurs en cas d'orage (accès toiture).

A ce titre, l'exploitant a joint à son courriel du 3/4/2024 un devis du 5/1/2024 auprès de la société Indelec pour la remise en conformité des installations extérieures de protection foudre (PDA).

Lors de la visite :

- l'exploitant a remis le bon de commande auprès de la société INDELEC du 25/03/2024 pour la réalisation des travaux sur les 4 PDA (intervention prévue le 23/05/2024),

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'enregistrement de la vérification des compteurs d'impact foudre. Le compteur d'impact du bâtiment C indiquait zéro impact enregistré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Mettre en place une organisation permettant de s'assurer qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre serait réalisée dans un délai maximal d'un mois après un impact (mise en place de vérification périodique des compteurs et leur traçabilité par exemple).

=> Tenir informer l'IIC de la réalisation des travaux sur les 4 PDA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 25 : Compartimentage en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/1994, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage entre bat. C et D

Prescription contrôlée :

Les 5 cellules du bâtiment sud sont séparées par les murs coup-feu de degré 2 h. Les ouvertures dans ces murs sont fermées par des portes coupe-feu de degré 2 h à fermeture automatique en cas d'incendie.

Constats :

Par courriel du 3/4/2024, l'exploitant a transmis :

- un rapport interne du 3/4/2024 attestant que la porte n°24 entre les bâtiments C0 et D0 est dorénavant fonctionnelle suite aux tests réalisés en interne après le contrôle par Chronofeu (test positifs à l'exception de la porte précitée),

- le rapport de la dernière vérification des portes coupe-feu et des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD) associés à ces dernières par la société Chronofeu du 9/11/2023 relevant 21

observations ("DAD hors service et détecteurs ioniques à remplacer", réglage de certaines portes CF à faire). Selon le rapport interne précité, les portes CF seraient toutes fonctionnelles et réagiraient à la détection de fumées.

Lors de la visite, il a pu être constaté la fermeture de la porte n°24 sur déclenchement de l'arrêt d'urgence situé à proximité de cette dernière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier du bon état des dispositifs utilisés pour fermer automatiquement les portes coupe-feu de degré 2 h en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant